Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 62 (2004)

Heft: 2: Évolution du monde du travail et pathologies émergentes ; Administration et gestion publique (II)

Artikel: Néolibéralisme et protection sociale

Autor: Gross, François

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-141529

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

NÉOLIBÉRALISME ET PROTECTION SOCIALE *

François GROSS
Journaliste

Quand il m'a fait l'honneur de m'inviter à conclure votre assemblée générale, votre président m'a dit avoir eu son attention attirée par quelques propos tenus un beau matin sur les ondes d'Espace 2. Interrogé par Christian Ciocca dans une série de l'émission « Les temps qui courent », j'ai abordé le thème du néo-libéralisme et du néo-conservatisme.

Comme tout le monde n'a pas le loisir d'écouter Espace 2, je vais brièvement résumer ce que j'ai dit ce 19 février. La question posée était : « Que doit-on penser de la révolution conservatrice en Suisse ? »

Pour moi, cette formulation - «que doit-on penser » - ne signifie en aucun cas qu'il n'y aurait qu'une unique façon, obligatoire, de porter un jugement sur ce sujet hautement controversé. Je ne suis pas économiste et ce n'est pas les cours suivis dans les années cinquante à l'Université de Lausanne qui m'ont familiarisé avec cette discipline. Je me bornerai donc à livrer quelques considérations sur le monde tel qu'il apparaît à un observateur journaliste.

Voici donc, en quelques mots, ce qui avait été livré au micro :

Premièrement, le néo-libéralisme est au libéralisme ce que la ligue marxiste-léniniste est à la gauche sociale-démocrate. J'établis une distinction entre les libéraux et les libéralistes, mot que j'invente pour les besoins de la démonstration. Le libéralisme tel qu'on l'entend en Suisse depuis le début du 19e siècle est enfant des lumières. Ce conservatisme protestant s'est inspiré de Montesquieu et Benjamin Constant ; il a eu pour maîtres à penser Alexandre Vinet et Charles Secrétan. A ce dernier particulièrement, j'appliquerais ce que disait de lui-même le comte Albert de Mun, chrétien-social avant la lettre : « Si c'est être socialiste que de reconnaître qu'il y a une question sociale, je comprends qu'on nous en accuse ».

Deuxièmement, le néo-libéralisme se défend farouchement d'être une idéologie. C'est pourtant un système globalisant et cohérent visant à transformer la société. Cela ne fait pas de doute. Il suffit pour s'en convaincre de jeter un œil dans l'œuvre de Friedrich Hayek et de Milton Friedman. Longtemps tempéré par la menace du communisme, ce libéralisme-là, mûri dans les universités américaines, s'est épanoui sous le président Reagan et, en Grande-Bretagne a bénéficié de l'adhésion de Mme Margaret Thatcher. Une fois l'Union soviétique en voie de collapsus, il s'est éclaté sans entraves sur le terrain politique.

* Conférence de Monsieur François Gross à l'issue de l'Assemblée générale de la SEES qui a eu lieu à l'Université de Lausanne le 10 juin 2004.

Troisièmement, le néo-libéralisme, à l'aise dans des démocraties mâtinées d'oligarchie, est toutefois compatible avec des régimes autoritaires. Son succès dans le Chili de Pinochet en est une illustration dont le modèle reste le ralliement de l'industrie de la Ruhr au chancelier Hitler. Ajoutons que, sur le plan de la morale familiale, il fait bon ménage avec l'expansion du fondamentalisme religieux.

Quatrièmement, le néo-libéralisme, s'il existait à l'état pur, pourrait contenir des germes de totalitarisme. Il impose à la société des normes contraignantes qui, par des voies différentes et plus modérées que celles du communisme, peuvent aboutir à l'écrasement de l'individu qui n'en accepte pas les conséquences.

Finalement , je constatais, dans cette émission, que bien des médias helvétiques s'adaptaient avec aisance à la pensée actuellement dominante. Majoritairement patriotards pendant la Deuxième Guerre mondiale et dans les années de la Guerre froide, ils furent, plus tard, soixante-huitards après le « joli » mois de mai 68 et son tohu-bohu ; ils ont tendance , quoiqu'on en dise, à l' alignement sur la marchandisation de l'information, de la culture, de l'art.

Il y a - et j'en suis conscient - une part de simplisme dans ce résumé. En une demi-heure radiophonique comme en 3000 signes d'un article de presse calibré il n'est guère de place pour d'infinies nuances et de fines distinctions. Je fais volontairement et consciemment dans le gros. Avec un brin de provocation car je souhaite l'instauration d'une débat sur ce sujet.

A la base de la société démocratique, il y a, exprimée ou non, la trinité liberté, égalité, fraternité. Ce qui se traduit par les Droits de l'homme, charte des libertés fondamentales ; l'équité afin que le fort n'écrase pas le faible ; la solidarité entre citoyens sous la forme, notamment, de la redistribution des biens. Il appartient à la politique, dans le plus haut sens du terme, de veiller que ces trois valeurs fondamentales de la société démocratique y soient également vivantes. Si le terme de bien commun a un petit air suranné, il exprime bien cependant cette réalité. Que l'accent soit mis exclusivement sur l'égalité et la fraternité et ce sont les libertés qui risquent de trinquer. Les dérives criminelles du léninisme en sont une preuve. Qu'aucun garde-fou ne soit dressé sur les chemins de la liberté et c'en est fait de l'égalité et de la fraternité.

Le néo-libéralisme est réactionnaire. Face à ce qu'il considère, à tort ou à raison, comme les excès d'une tendance égalitariste et solidaire, il lève l'étendard de la liberté individuelle, la liberté économique en priorité. Il vise à rétablir l'équilibre, selon lui rompu, entre les trois piliers de l'édifice social. Cela le conduit inévitablement à commettre, dans un sens inverse, les erreurs qu'il reproche à ses adversaires.

Pas plus qu'un autre système, le néo-libéralisme n'est intrinsèquement pervers. Ce qui le rend, en revanche, dangereux c'est d'être érigé en panacée sans considération pour les dégâts humains qu'il provoque. Quant il devient une fin en soi, le culte du marché menace de s'autodétruire. Il crée, en effet, une telle charge de mécontentement, d'amertume, de misère, de révoltes que l'on est enclin à redouter qu'un meneur de foules ne les mette en faisceau et n'y boute le feu.

Quand on prête l'oreille à ce qui se dit chez les employés de multinationales - pas toutes - et de nombre d'entreprises, on ne peut pas ne pas être frappé par la résignation des petits et des sans-grade. Ils ont peur pour leur emploi. Ils ont le sentiment de n'être que des instruments corvéables et malléables à souhait. Les conditions-cadre de leur emploi, leurs salaires, le régime de leurs assurances sociales sont unilatéralement modifiés. Beaucoup en souffrent d'autant plus durement qu'ils se sont endettés pour acquérir qui une maison qui une automobile quand ce n'est pas les deux à la fois. Ils pâtissent particulièrement de la disparition de toute participation à la marche de l'entreprise. Soldats de l'armée du marché, ils sont conduits à la guerre de la concurrence sans être motivés. Que l'on entende les déclarations à « La Liberté » d'un chasseur de têtes, Jürg Moser ! Au journaliste qui l'interroge sur « le côté déplaisant de son boulot » (je cite), il répond : « La Suisse, depuis quelques années, a perdu la solidité et les valeurs qui faisaient sa force sur le plan du travail. Il n'y a plus de déontologie, de sens de la parole donnée. L'élite de l'économie a tout perverti de haut en bas ». Résultat, selon lui : « Chacun souhaite s'en mettre plein les poches- et le plus vite possible ! » Il ajoute : « ...désormais, la plupart des employés n'ont plus aucune loyauté par rapport à l'employeur ». M.Moser, collectionneur de Dali, n'a rien, au demeurant, d'un prolétaire aigri.

Autre exemple. Christian Campiche, rédacteur économique dans le même quotidien fribourgeois, ancien de « Journal de Genève », est allé interviewer le fondateur d'un bureau de conseil d'entreprise. Le diagnostic de celui-ci est de la même farine que le précédent longuement cité.

Ces SOS ne sont, de loin pas, tous le fait de gauchistes attardés sur les slogans de 1968. Ils proviennent de gens qui sont alarmés par les ratés du système du tout au marché. Ils sont repris avec angoisse par Armand Lombard, issu d'une famille de banquiers privés, dans une tribune libre publiée par la « Tribune de Genève » sous le titre : « Un printemps de la haine ». Il y condamne l'absence de dialogue dans une société dominée par l'affrontement.

A dessein, je m'abstiens de convoquer à la barre les plus virulents détracteurs du marché, qu'ils viennent d'Attac ou d'autres mouvements plus marqués dans l'extrémisme. Je n'ai pas, comme nombre de capitaines d'industrie aux mirobolants salaires, fait mes classes dans le trotskisme ou chez les staliniens. Me défiant, par nature, de l'embrigadement, les jugements que je porte sur le néo-libéralisme sont fruits de lectures, d'entretiens et d'expérience acquise dans les médias. Ma « philosophie »- et je mets le mot entre guillemets- s'inspire davantage de l'humanisme chrétien que du marxisme (bien qu'il faille distinguer entre les analyses de Marx et ce qu'elles ont justifié par la suite). C'est le point de vue à partir duquel que j'observe une société déboussolée, obnubilée par le vedettariat, l'autoritarisme, fascinée par l'argent et en perte d'identité. Elle m'effraie par les dangers qu'elle fait courir aux générations à venir. Elle m'amuse, parfois, par le parallélisme de sa permissivité en matière financière et son retour au moralisme puritain en matière de mœurs.

Le président des Etats-Unis ne glisse-t-il pas dans le message sur l'état de l'Union un appel à la chasteté pré-maritale. Dans l'Etat de Louisiane, le Sénat local discute d'une loi prohibant le pantalon à

taille basse pour les femmes et le jean ou le short moulant pour les hommes. On croit rêver quand on apprend par ailleurs le comportement en affaires des principaux collaborateurs de George W. Bush, le vice-président Cheney en tête.

Alors, me dira-ton, vous êtes pour l'obésité des dettes publiques, vous contestez les très hauts salaires perçus par quelques barons de l'industrie privée ; vous souhaiteriez que l'Etat fixe dans ce domaine des limites ; vous êtes en faveur d'une hausse des impôts ou, à tout le moins, vous êtes opposé à une baisse de la pression fiscale contribuant à la relance des affaires ; vous plaidez pour des mœurs débridées. Et j'en passe.

Et bien, non. Je suis atterré par l'irresponsabilité de parlementaires qui alourdissent par leurs votes les dépenses de l'Etat. Votre journal vous en donnera des exemples tout frais.

Je suis d'avis que l'Etat n'a pas à mettre son nez dans les salaires des cadres du secteur privé. Il appartient à l'industrie et au commerce d'examiner de façon responsable cette question et d'édicter un code de bonne conduite. Quand ils sont justifiés par la dimension de l'entreprise, par ses résultats non seulement sur le plan boursier mais surtout dans le domaine de la production, il n'y aucune objection à ce que les salaires et avantages des grands patrons soient confortables. A condition, toutefois, qu'ils ne soient pas accompagnés de licenciements massifs, de délocalisations meurtrières pour l'emploi. A condition également que de bons résultats ne profitent pas exclusivement aux actionnaires et aux directeurs mais, aussi, à tous les échelons de la maison. Quant aux mœurs, je crains un retour à l'hypocrisie du laxisme en affaires faisant bonne compagnie avec le puritanisme du sexe.

Chacun peut quotidiennement constater - notamment à travers le courrier, très révélateur, des lecteurs de la presse- le sourd mécontentement qui bourdonne dans la maison helvétique. Il s'est traduit électoralement par la poussée de l'UDC lors des dernières législatives d'octobre 2003. Il s'est ensuite manifesté par de retentissants refus en votations fédérales. C'est à tort que les libéralistes ont cru que les voix accordées à l'UDC et l'entrée dans le gouvernement du leader de ce parti signifiaient une adhésion aux thèses de leur idéologie. Il ne fait pas de doute que ce début de XXe siècle marque un basculement dans un monde profondément remodelé. Tout changement effraie. La peur ne se guérit pas à coups de règles sur le doigts. La méthode, à mes yeux trop roille-gosses, utilisée par M.Pascal Couchepin, est de nature à augmenter les appréhensions. Une fois encore, le courrier des lecteurs témoigne des bienfaits de l'instruction et du développement de l'information. Les citoyennes et citoyens se laisseraient sans doute persuader que la situation de la Suisse n'est pas des meilleures s'ils étaient invités à des réflexions et non à des sermons avec menace d'enfer et damnation. Ils ont besoin que les leçons de maintien ne soient pas que des paroles verbales.

Ce que ce libéralisme débridé met finalement en cause ce sont la cohésion sociale et la cohésion nationale. La cohésion sociale en creusant l'écart entre les revenus, au détriment de la classe moyenne ; la cohésion nationale, en marginalisant des régions encore rurales et en favorisant l'exode de leurs habitants vers les agglomérations urbaines. Et, avec ça, on ne joue pas impunément.